

À quelques jours du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du pays du G20 à Brisbane (Australie), les 15 et 16 novembre, l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) a dressé, jeudi 6 novembre, un panorama plutôt sombre d'une économie mondiale qui continue de tourner au ralenti (+ 3,7 % en 2015 et + 3,9 % en 2016), à des niveaux bien inférieurs à sa moyenne d'avant-crise (4,4 % en moyenne entre 1993 et 2008).

Les divergences entre pays s'accroissent : la reprise se consolide aux États-Unis et la croissance reste forte en moyenne dans les pays émergents (elle ralentit en Chine et se redresse en Inde).

Ailleurs, la sortie du Japon de quinze ans de déflation n'est « *pas encore assurée* ». Quant à la zone euro, point noir de l'économie mondiale, elle est quasiment au point mort, selon la nouvelle Chief Economist de l'OCDE, Catherine Mann.

C'est une véritable stagnation qui menace la zone euro. La croissance n'y progresserait que de 0,3 point à 1,1 % en 2015. En 2016, elle s'établirait à 1,7 %.

Pour l'heure, compte tenu du niveau élevé du chômage et d'une inflation toujours inférieure aux 2 % ciblés par la Banque Centrale Européenne (BCE), cette région constitue un risque majeur pour la croissance mondiale.

Lire aussi : Le FMI abaisse à nouveau ses prévisions de croissance

Faire plus sur le plan monétaire

Compte tenu également de la très grande faiblesse de son économie et du risque de déflation, l'OCDE estime que la BCE devrait faire plus sur le plan monétaire pour soutenir la croissance, aller au-delà des mesures déjà annoncées et s'engager sur un programme d'achats d'actifs (« Quantitative Easing ») jusqu'à ce que l'inflation se rapproche des 2 %.

Les prochains achats d'actifs pourraient porter sur des ABS (asset-backed securities, actifs titrisés) et sur des obligations, précise l'institution.

D'autres facteurs d'inquiétude existent. Les économistes du Château de la Muette (le siège de l'OCDE dans le XVI^e arrondissement de Paris) font ainsi observer qu'il y a peu de soutien à attendre du commerce mondial.

Dans de nombreux pays, il augmente au même rythme que le PIB alors qu'avant la crise, il progressait sensiblement plus vite. Les risques financiers s'accroissent et la volatilité devrait aussi augmenter, tandis que la croissance potentielle - de long terme - a ralenti.

Lire aussi : La nouvelle Commission face à l'urgence économique

« 23 ans pour multiplier par deux la richesse mondiale »

Plusieurs années de croissance molle ne seront pas sans conséquence sur l'avenir. « *La faiblesse de l'investissement, la diminution de la participation au marché du travail, la moindre productivité et le ralentissement de la croissance à l'échelle mondiale ont diminué presque partout la vitesse de croisière de long terme des économies* », observe Mme Mann.

« *Globalement, une baisse d'1 point, de 4 % à 3 %, de la croissance potentielle mondiale a des conséquences très concrètes pour les jeunes générations et leur bien-être : cela signifie qu'il faudra 23 ans au lieu de 17,5 ans pour multiplier par deux la richesse mondiale* », ajoute-t-elle, persuadée qu'un retrait trop rapide des politiques monétaires accommodantes ou une austérité budgétaire renouvelée ralentirait la reprise.

Dans cet environnement difficile, l'OCDE pense que tout doit être fait sur les plans monétaire, budgétaire et des réformes structurelles pour soutenir la croissance.

L'institution se félicite à cet égard que les pays du G 20 soient en train de s'engager dans des stratégies de croissance nationales qui, si elles sont mises en œuvre, devraient accroître le PIB du G20 d'environ 2 % d'ici 2018 (1600 milliards de dollars).

Comme les pays du G 20 représentent près de 90 % de l'activité économique mondiale, les réformes annoncées en matière de fiscalité, de commerce, de marché du travail et des produits devraient doper l'investissement et le commerce et soutenir l'emploi et la consommation à l'échelle mondiale, précise l'OCDE.

Une analyse qui fera plaisir au gouvernement australien qui a fait de la croissance le thème central de sa présidence du G20.

Source lemonde.fr, Claire Guélaud, La zone euro met en danger la croissance mondiale, selon l'OCDE, 06.11.2014